

# EN LANGUEDOC-ROUSSILLON, DEUX ATLAS RÉGIONAUX (1970 ET 1990) QUELQUES ENSEIGNEMENTS D'UN RENOUVELLEMENT

Michel VIGOUROUX

GIP RECLUS, Université de Montpellier

Thème 6

Cette Région a été décrite deux fois, à vingt ans d'intervalle; plus que le poids économique, c'est le changement, particulièrement important dans cette Région, qui peut expliquer cette double analyse, avec le dynamisme des deux maîtres d'oeuvre, R. Dugrand, puis R. Brunet :

- la comparaison des deux atlas témoigne, à la fois du changement local, et de la grande mutation générale ; comment séparer les deux ?

- la mise en oeuvre des deux atlas relève de techniques de production très différentes ( dessin artisanal/cartographie automatique ; main-d'oeuvre abondante d'étudiants géographes/légère équipe informatique - dans les deux cas assistés de chercheurs - ; enquêteurs nombreux sur le terrain/bases de données sur bande ) ;

- le délai très court de la seconde fabrication ( un an au lieu de cinq ) permet de traiter des données encore fraîches et surtout de rajeunir très vite l'information ; le rêve initial de mise à jour trouve enfin sa solution .

## L' ATLAS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON (1969).

### 1- Histoire du projet.

L'atlas s'inscrit dans la série des Atlas Régionaux, initiée par Jacqueline Beaujeu-Garnier, à la demande de la D.A.T.A.R. ; comme le signale le bulletin "Médailles du CNRS 1975", à l'occasion d'une médaille d'argent, : "en favorisant la prise de conscience régionale, cet atlas débouche sur une application: il est l'instrument d'une organisation du territoire " .

Raymond DUGRAND présente le projet réalisé dans le Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie (tome IV, fasc 3 et 4—1970) : «il s'agit d'une oeuvre essentiellement collective" (fait peu courant dans la Géographie Française de cette époque ! ). Le préfet régional a mobilisé ses administrations; "géographes, phyto-sociologues, économistes, géologues, urbanistes, ingénieurs agronomes, etc... ont accepté de travailler en commun»;

Les étudiants (une centaine ) se sont regroupés en équipes d'enquête pour monter des fichiers de données manuscrites ,traitées sommairement avec des caleuses !

Les financements publics et le C.N.R.S. ont permis le

montage d'un Laboratoire de Cartographie, pour mettre au point dessins et maquettes , jusqu'au dernier stade avant l'imprimerie .

"Il est hors de doute que ces années de travail ont permis un approfondissement considérable de la connaissance des structures régionales . Nombre de disciplines traditionnelles-Géographie, Urbanisme- ont dû modifier leurs méthodes et sortent de cette expérience partiellement rajeunies ."

### 2- Objectifs et sommaire.

"D'abord la meilleure connaissance de la région, et la D.A.T.A.R. comme le Plan entendent l'utiliser dans le cadre de la programmation nationale et régionale. Mais il est également hors de doute que quiconque aura à travailler en Languedoc-Roussillon sera amené à se servir des planches de l'Atlas, et R.Dugrand de citer pêle-mêle, industriel, commerçant, ecclésiastique, syndicaliste, politicien ....

"Ensuite, un des effets fondamentaux de l'atlas sera d'aider à la prise de conscience régionale ;"comment mieux réaliser la gravité des déséquilibres intra-régionaux ... "? l'atlas sera un instrument d'enseignement de premier plan .

" L'atlas, enfin s'adresse à l'ensemble de la France et du Monde ... si sa diffusion est réussie, il aura pour but d'étaler sans doute nos problèmes et nos difficultés, mais également nos richesses et nos potentialités " .

La table des matières illustre ce propos :l'atlas est un inventaire rationnel d'un espace dont le découpage est encore arbitraire en 1970 pour le lecteur-habitant ; le Lauragais, déjà Toulousain, est pris en compte, et non le sud Aveyron qui "tombe" historiquement en Languedoc ; à part les Cévennes, la Lozère est un peu étrangère et le Roussillon se cherche une région catalane. Cet inventaire déroule un plan bien classique, conformément à cette géographie française à la veille des turbulences :

- Les planches physiques des géographes accueillent un chapitre de sept planches de texte et quatre planches graphiques du Centre d'Etudes Phyto-Ecologiques de Montpellier ( C.E.P.E.), qui poursuit la tradition de Flahault, Emberger, etc... Ceci suppose une collaboration remarquable entre les deux disciplines avec de nombreux compromis entre la richesse de l'information et la lisibilité des cartes ; la planche 15-1 est à ce titre une

des meilleures de cet atlas .

- Puis viennent la population, l'agriculture (la collaboration des services de la Statistique Agricole, a été exemplaire, et Mr Wery, leur chef, a été le véritable maître d'oeuvre de ces planches) ; puis, le transport et l'énergie, l'industrie, le tertiaire; la plupart des cartes décrivent les phénomènes à l'échelle communale .

L'étude urbaine aborde trois villes à l'échelle infra-communale. L'avant dernier chapitre présente deux aménagements régionaux célèbres et très spécifiques : l'aménagement hydraulique illustre le déséquilibre intra-régional qui va encore se creuser ; l'aménagement touristique paraît couvrir tout le littoral, mais son calendrier va jouer aussi au bénéfice de l'Est languedocien.

Il était tentant dans le dernier chapitre de proposer un schéma d'organisation spatiale, mais le rapport «Aménagement/Géographie universitaire n'est mûr ni d'un côté ni de l'autre ; on s'en rendra mieux compte à l'occasion des travaux du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme "de Sète à la Vallée du Rhône".

La voie de l'aménagement, pour R. Dugrand, passera, après 1977, par des mandats électifs (Conseil municipal de Montpellier, comme adjoint à l'urbanisme, puis premier adjoint ; Conseil général de l'Hérault, où il crée l'agence foncière ; Conseil régional, un temps) .

### 3- Des planches spécifiques et datées.

Plusieurs planches marquent historiquement cet atlas :  
- on a évoqué le chapitre du C.E.P.E. , difficilement reproductible ;

- la planche des vendangeurs espagnols (1966) signe la fin d'une époque du vignoble languedocien, notamment en Biterrois-Narbonnais , avant le développement de la machine à vendanger, la restructuration du vignoble et la montée des niveaux de vie espagnols, qui tarit cette migration saisonnière ;

- les planches 33-2 et 33-3 sur le développement du machinisme , la coopération, l'agriculture de groupe, le remembrement, les S.A.F.E.R., illustrent cette révolution agricole des années 1950-1970, espoir d'un monde rural en déclin démographique ; elles ont nécessité de longues enquêtes de terrain auprès de nombreuses institutions ; ce panorama ne présente plus le même intérêt actuellement ;

- la Planche 61-1 dessine le succursalisme commercial en 1967 ; c'est actuellement un document d'archives ; cette planche montre en effet l'apogée d'un commerce de proximité structuré en réseau ou en coopérative ; elle met en évidence la robustesse des centres classiques du commerce régional (Béziers, Narbonne, Perpignan) avec le cumul des réseaux intra-régionaux.; cette structure sera battue en brèche plus tard par les systèmes intégrés du grand commerce ; le Bon Lait, les Docks Méridionaux ont alors disparu .

- les analyses urbaines retiennent les trois plus grandes villes- (Montpellier, Nîmes, Perpignan); Montpellier bénéficie de l'apport de l'urbaniste Crouzet, dessinant deux coupes de la ville ; l'analyse des quartiers, selon la catégorie socio-professionnelle, regroupe des catégories selon une hypothèse évidente (ouvriers plus employés) ; ce croisement a priori détermine une cartographie théorique peu fréquente à cette époque ; avant le

développement de l'analyse des données et les techniques statistiques associées , ces cartes représentent , en quelque sorte, un optimum .

### 4- Une mise à jour ?

Cet ouvrage devait être tenu à jour : certes des cartes électorales ont été régulièrement réalisées, pour la presse régionale ; des cartes démographiques ont été publiées dans des numéros spéciaux du B.S.L.G. à l'occasion des recensements (1975, 1982); mais aucune planche supplémentaire n'a été mise en chantier ; de plus, les mises à jour partielles ont été réalisées sur des fichiers exhaustifs aisément accessibles (INSEE, données électorales), mais les recensements agricoles n'ont été cartographiés, que par les services producteurs de ces données ; enfin la collecte de données de type administratif internes aux administrations ( SNCF, rectorat, poste) n'a jamais été reprise ; la multiplicité des négociations dispersées, et la carence de main-d'oeuvre y ont fait obstacle .

La publication d'un atlas scolaire de l'Hérault (1978) est une vulgarisation de l'outil, avec mise à jour ponctuelle sur ce seul département ; cette expérience isolée, et quelque peu périphérique, n'a pas connu de prolongement .

Passé le gros effort éditorial de l'atlas, il est très difficile de maintenir une publication homogène dans la durée ; l'échec d'une carte des zones d'attraction urbaine , en commun avec l'INSEE (1982) est la dernière tentative du Laboratoire de l'Atlas Régional pour actualiser l'information sur la région .

## L'ATLAS PERMANENT RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON (1990)

### 1- Le projet.

La mise en place de la Maison de la Géographie à Montpellier, dans le cadre du G.I.P. RECLUS (octobre 1984), remet l'opération en jeu : le centre de recherche dispose de moyens informatiques puissants avec le Centre National Sud de Calcul (homologue du C.I.R.C.E. ), du fichier communal de l'I.G.N., (membre du G.I.P.) et des fichiers du R.G.P. de 1982, achetés à l'INSEE, sans compter les fichiers administratifs (ANPE, ASSEDIC, Équipement, Industrie, Éducation, etc...) ; le problème de l'accès aux données, de la main-d'oeuvre (grâce à l'informatique) ne se pose plus ; le financement est facilité, car la région, demandeur, est aussi membre du G.I.P. .

Enfin, le caractère "permanent" de l'atlas devient possible par la gestion informatique des données, qui permet, par exemple, de produire une carte de la population 1990, deux semaines après la mise à disposition du fichier INSEE, à la veille de la publication de l'Atlas ; la reconduction du G.I.P. en 1990 pour dix ans, avec les mêmes partenaires, devrait garantir une certaine pérennité de la mise à jour .

### 2- Objectifs et sommaire.

Un Atlas, pour qui ?

"L'outil du décideur, l'information du citoyen " ; puis le

texte de publicité énonce les cinq publics :

- Ceux qui ont à connaître et faire connaître l'état et la dynamique du territoire régional ;
- Ceux qui ont à agir sur le territoire ;
- Ceux qui ont à juger de marchés, de conditions d'implantation et de développement, de cibles et de milieu ;
- Tout citoyen qui veut connaître sa région ;
- Les amateurs de cartes attrayantes .

À vrai dire les destinataires ne sont guère très différents des lecteurs de l'atlas de 1969 ; les publics enseignants, aménageurs, citoyens étaient déjà nommés, mais les décideurs privés sont très nettement visés, dans un langage de marketing ; la forme de cet atlas est moins "académique" .

Ce décrochement est aussi celui d'une géographie qui tente de répondre à une demande sociale , retrouvant ainsi le lien géographie/aménagement , que R.Dugrand recherchait vingt ans plus tôt.

La présentation de l'ouvrage par R. Brunet est plus précise et détaillée : ce premier atlas d'une nouvelle génération trouve son intérêt dans la décentralisation , qui accroît le besoin régional d'information ; l'échelle européenne des phénomènes introduit un nouvel horizon des informations, une modification des échelles d'observation ; la connaissance des territoires est un préalable pour l'action ; et cette information doit être rapidement disponible et constamment mise à jour ; aussi de nouvelles planches seront publiées ( 1992) tant par le rajeunissement de données ( Recensement de la Population 1990) que sur des champs nouveaux devenus accessibles (culture, par exemple) ; on peut espérer que de nouvelles sources apparaîtront dans des Institutions trop soucieuses de rétention de l'information. En effet l'atlas ne récuse aucun aspect du territoire ; "rien de ce qui se localise ne lui est, par définition, étranger" ; il reste que l'information trouve des limites dans les enjeux des pouvoirs, l'inquiétude des enquêtés, la notion du "secret statistique" ; l'important est de montrer les structures des territoires plutôt que les données très précisément localisées, dont la précision ne doit pas cacher l'erreur de relevé, ou simplement l'aléatoire ...

Au contraire, la lecture d'ensemble aide à repérer les dysfonctionnements, les déséquilibres, les contrastes régionaux, en général la mise en relation des lieux ; les techniques modernes de l'analyse des données et de la cartographie autorisent des images riches, combinées et donc de nouvelles lectures au delà des images analytiques classiques ( offertes elles aussi ) .Les images techniquement différentes (cartes lissées, carroyages , cartes anamorphosées, cartes tridimensionnelles) ont par ailleurs un intérêt pédagogique et esthétique, comme les modèles graphiques ; le commentaire est fondamental , surtout quand la carte est complexe et l'information initiale retraitée ; les cartes de typologies sont d'abord expliquées techniquement, avant que le fond de la question soit abordé. Le problème n'est pas nouveau ; le commentaire doit être "distancié" ; mais la nouvelle difficulté provient de la nature du commanditaire, le Conseil Régional, organe politique, à la différence des administrations de l'État, considérées plus "neutres" ; la nécessité d'un langage clair à destination du citoyen, de l'agent des collectivités territoriales , de l'entrepreneur ou du syndicaliste rend

l'exercice encore plus périlleux ; il reste que le commentateur n'avance qu'une opinion, même bien pesée, et que le texte est évidemment réfutable .

### La table des matières :

La distribution des chapitres et les titres ne sont pas innocents. Le chapitre 1 positionne cette région, devenue une meilleure réalité, par rapport à la France, l'Europe, la Méditerranée puis se déroule classiquement la démographie, l'emploi, la formation ; ces deux derniers étaient moins présents dans l'autre atlas ; l'accès à des fichiers ministériels informatisés explique cela dans le "social et le politique", l'électoral est abondant, mais l'éventail reste pauvre ( les données de revenu sont inaccessibles ). Le petit chapitre six concerne l'environnement ; c'est que la géographie physique était abondante dans le précédent, que les incendies de forêt, les nuisances sont des données peu mobilisables .

"Tourisme et loisir" est un gros chapitre, comme l'industrie, le commerce, alors que le rural et l'agricole, comme les villes, sont moins décrits ; enfin le dernier chapitre est celui de l'aménagement et des " petites régions" ; il donne l'occasion sur ce dernier point d'apprécier les "pays" de façon globale (notamment par des modèles graphiques) selon une résolution peu fréquente dans les atlas régionaux .

### 3- Un apport nouveau.

Reste à apprécier le gain d'information et d'efficacité d'un atlas à l'autre ; on a vu qu'ils savaient se compléter ; la rapidité de saisie de l'information, sous bande informatisée, est un gain considérable en temps, en coût, en fiabilité ; la saisie de petits fichiers est encore un gain, cette fois au niveau des traitements statistiques et cartographiques ; les micro-ordinateurs, type Macintosh, permettent le dessin des cartes classiques et des modèles graphiques avec une qualité excellente ; le problème soumis actuellement aux spécialistes des Systèmes d'Informations Géographiques est la prise en compte simultanée de maillages différents sur un même espace (une équipe travaille sur ce problème à la Maison de la Géographie de Montpellier) ; au total, les problèmes techniques paraissent résolus ou en voie de l'être.

### CONCLUSION : Blocages sur l'information ?

Les problèmes institutionnels sont plus menaçants ; on peut estimer qu'il se dessine un recul dans l'accès à l'information pour des raisons multiples : le recensement de la population de 1990 est accessible rapidement , mais son coût est élevé, notamment pour des équipes universitaires ; les données fines (ilôt) à l'intérieur des villes sont inaccessibles directement, par décision de la "Commission Nationale Informatique et Libertés" et surtout une exploitation cartographique sérieuse est interdite dans tous les cas de figure ; les cartes des trois villes de l'Atlas de 1969 seraient actuellement irréalisables :

- les fichiers administratifs (ANPE, Ministère de l'Industrie, etc..) ne sont exploitables que pour les fournisseurs ; à l'échelle régionale, la cession de ce type de fichier

demande de longues négociations, souvent liées à la personnalité du chef de service ; la mise à jour permanente devient très difficile et problématique ;  
- surtout, avec la décentralisation, le chef de service, qui se croit un peu propriétaire de ses données est rendu très prudent par le caractère " sensible " de son fichier : les fichiers des permis de construire (accordés par les collectivités locales) sont cédés avec prudence par les

services de l'Équipement .

De plus en plus les données financées par les citoyens-contribuables sont rétrocédés avec réticence par les gestionnaires pour l'information des dits citoyens. En tout état de cause, une partie excessive du travail de recherche passe actuellement dans les négociations pour la simple acquisition des fichiers de données . ■

---

## RÉSUMÉ

*Après l'Atlas Régional de R. Dugrand (1970) paraît l'Atlas Permanent de la Région de R. Brunet (1990) : entre les deux le développement informatique dans les bases de données, le traitement statistique, la cartographie. Toutes les conditions ont changé La DATAR, l'État, l'Université, un travail manuel, mobilisant de nombreux étudiants et cartographes, fabriquent le premier ouvrage pour les administrations et bureaux d'études ; un Centre de Recherche National (GIP RECLUS), avec le Conseil Régional utilise les fichiers informatisés avec une grosse puissance de calcul et un personnel réduit, pour construire une base de données actualisable, destinée à ce second ouvrage, remis constamment à jour, permettant l'aide à la décision.*